



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230926-2023_42-DE



DÉLIBÉRATION

2023/42

CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION ET AU FINANCEMENT DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS, DE MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA REGIONAL DE COORDINATION, DE MUTUALISATION ET DE SPECIALISATION DES CENTRES DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES HAUTS DE FRANCE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Septembre 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUChart, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 452-34, L. 452-35, L. 452-38 et L. 452-46,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifiée relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2009-1732 du 30 décembre 2009 fixant les modalités du transfert des missions et des ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale à certains centres de gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la Charte régionale Nord/Pas-de-Calais/Picardie en date du 1er janvier 2016,

Vu la convention générale entre Centres de gestion relative à la mutualisation des coûts des concours et des examens professionnels transférés du CNFPT vers les Centres de gestion en date du 1er janvier 2018,

Vu la convention régionale relative aux modalités de gestion du transfert des missions et des ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale en date du 1er janvier 2016 et ses avenants en date des 1er juillet 2021 et 1er janvier 2022,

Vu la convention générale régionale Hauts-de-France relative aux modalités de remboursement des coûts engendrés par l'organisation des concours et examens professionnels de catégorie C et de la filière médico-sociale de catégorie A et B en date du 1er juillet 2017, et son avenant en date du 1er janvier 2022,

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriale des Hauts-de-France adopté et signé par les Présidents des cinq centres de gestion des Hauts-de-France, le 13 juin 2022,

Vu la délibération n°2023-07 du Conseil d'Administration le 9 février 2023, autorisant la signature de la convention relative à l'organisation et au financement des concours et examens professionnels, de mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriale des Hauts de France,

Monsieur le Président rappelle qu'il a été convenu qu'un forfait soit attribué chaque année au CDG59 au regard de ses missions de coordination liées aux concours transférés par le CNFPT.

Il précise que ce forfait est prélevé sur l'enveloppe versée annuellement par le CNFPT en contrepartie de ce transfert.

Il indique qu'il apparaît nécessaire de compléter le point 4 du chapitre 1 de la convention, précédemment adoptée, intitulé « la gouvernance régionale dans le cadre de l'organisation et la gestion des concours et des examens », relatif à la détermination d'un forfait régional destiné à valoriser les actions de coopération régionale en matière de concours mises en œuvre par le CDG59.

En effet, ledit forfait est déduit de la masse salariale des agents du CDG59, pris en compte dans le calcul des coûts des concours et examens professionnels transférés, de catégorie C et de la filière médico sociale. Cette déduction s'effectue au prorata du nombre d'inscrits (hors filière sapeurs-pompiers).

Il demande aux membres du Conseil d'Administration l'autorisation de signer la nouvelle convention annexée à la présente délibération (qui viendra se substituer à la convention précédente) ainsi que les actes pouvant en découler.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que les actes pouvant en découler.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 26 septembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY